

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 4

Vorwort: Et si, en retrouvant le courage de penser différemment, les politiques permettraient aux militaires de cesser d'être toujours en retard d'une guerre?

Autor: Curtenaz, Sylvain

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOMMAIRE

Avril 2000

Editorial

Ne pas être en retard
d'une guerre! 3

Partenariat pour la paix

Un partenariat
pour le XXI^e siècle 7
La Suisse et le Partenariat
pour la paix militaire 11
Quelques notions-clés
du Partenariat pour
la paix militaire 13
Entretien
avec Igor Perrig 26
Exercices-cadres d'état-
major dans l'OTAN 29
Deux exercices
emblématiques 33
A propos de deux textes
de Hans Bachofner 38

Armée XXI

Le Char
de grenadiers 2000 40

Politique de sécurité

Vérificateurs suisses
à la « Kosovo
Verification Mission » (2) 42

OTAN/Pacte de Varsovie

Les alliances militaires
depuis 1945 (2) 46

Nouvelles brèves

Revue des revues

SSO: comité central

RMS-Défense Vaud

Pages

Et si, en retrouvant le courage de penser différemment, les politiques permettaient aux militaires de cesser d'être toujours en retard d'une guerre?

Le scénario d'un conflit dirigé contre la seule Suisse s'apparente aujourd'hui à de la science-fiction. La menace est plus globalement dirigée contre les pays avancés, affaiblis par leurs populations vieillissantes et leur dépendance accrue en énergie et en biens de soutien divers¹. Il n'est aujourd'hui plus nécessaire de frapper un territoire pour toucher au cœur un Etat, le faire vaciller ou l'amener à céder à des pressions.

Il est désormais acquis que nous devons faire face à une palette de dangers auxquels il est désormais illusoire de penser répondre seuls. Ils nous menacent et peuvent nous détruire bien avant que le premier blindé n'écrase l'une de nos bornes frontières: prolifération des armes nucléaires et chimiques, armes biologiques, missiles balistiques, migrations, criminalité organisée, conflits ethniques ou religieux et leurs prolongements terroristes, pollutions ou toutes autres formes d'agression, y compris culturelles.

Avec, en toile de fond, le risque permanent de cette inconnue qu'est l'avenir de la Russie.

L'agitation politique de ces dix dernières années a largement contribué à entamer la confiance dans les institutions, y compris militaires.

Rien de nouveau en quelque sorte: le monde est redevenu lui-même après quarante années de guerre froide!

Le risque d'un conflit majeur dirigé contre l'Europe de l'Ouest

¹ Plus de 110000 tonnes de marchandises diverses nécessaires à son économie, comme à sa subsistance entrent quotidiennement en Suisse qui dépend à près de 100% de ses importations pour les matières premières, à 100% pour le gaz naturel et le pétrole, 83% de l'énergie utilisée en Suisse provient de l'étranger. Les leçons des problèmes de subsistance de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que de la crise du pétrole devraient nous rendre plus attentifs à notre interdépendance, sinon à notre dépendance vis-à-vis de nos voisins et de nos fournisseurs.

n'a hélas pas disparu. Il menace de refaire surface sous une forme encore indéfinissable, mais dans un délai suffisamment proche pour nous inciter à ne pas négliger notre préparation et notre planification militaires.

La menace de la prochaine décennie ne se conjuguant pas en termes de guerre conventionnelle, les forces armées se trouvent devant une tâche difficile, où l'adaptation rapide devient vertu.

A la recherche de nouvelles réponses

De nouvelles réponses doivent être trouvées à ces problèmes bien réels. En dépit de la foi toute «doughettiste» des Etats-Unis en la puissance aérienne, celle-ci a prouvé une fois de plus, tant dans le Golfe qu'au Kosovo, qu'il n'y pas d'issue sans infanterie, qu'elle soit montée sur des roues ou des chenilles, voire à pied². La guerre «chirurgicale» ne saurait se passer de la masse. Sans elle, pas de relèves et un épuisement rapide de forces performantes et hautement «technicisées», mais pas en mesure de tenir dans la durée. Où trouver la «masse» nécessaire dans le monde occidental ?

Les Européens, surtout depuis la guerre du Kosovo, ont

clairement compris que leurs capacités militaires, fortement mises à mal par des budgets en chute libre, sont à peine suffisantes pour faire face à des crises que leur politique négligente a contribué à allumer³. Les Américains ne se sont pas privés de le faire comprendre à leurs alliés et d'exiger d'eux qu'ils prennent une part plus grande de responsabilités. Le débat sur le *burden sharing* a conservé toute son acuité !

L'OTAN, qui tient compte de cette nouvelle donne, a pris un nouveau virage avec le concept stratégique adopté en avril 1999. De même, l'intérêt marqué des pays d'Europe centrale pour l'Union européenne et leurs besoins de sécurité incitent à adapter les structures pour faire face au pire dans le court comme dans le long terme. Tous ont besoin d'une Europe stable et sécurisée. L'OTAN reste une variable incontournable de cette architecture de sécurité. La Russie aussi !

L'avenir est sans conteste à une collaboration (politique, économique et militaire), internationale accrue. Sans doute serait-il bon de se préparer sérieusement à affronter ensemble des dangers qui nous menacent tous. Ce qui ne veut pas dire que le «Réduit» soit abandonné, comme le clament haut et fort les nostalgiques tant de

droite que de gauche, tous à la recherche de repères dans ce monde qui n'entre plus dans leurs schémas intellectuels. Ce sont moins en effet les revirements de stratégie qui doivent nous inquiéter que l'incapacité à gérer le changement.

Il est impératif que les forces armées conservent la mission élémentaire de défense du territoire national. Elles ont l'obligation de s'y préparer. Le faire en se regardant le nombril et sans définir d'emblée les règles d'un inévitable travail en commun avec nos voisins relève de l'aveuglement politique. Ni notre neutralité, ni notre indépendance ne sont menacées ou mises en question. Elles sont et resteront des atouts, pour autant que l'on sorte de cette «neutralité-bunker» dans laquelle est «bétonnée» l'âme du pays depuis le dernier conflit mondial. Tout est question d'équilibre et de part des choses. D'acceptation des risques aussi. Une voie a été choisie avec la nouvelle politique de sécurité, sachons l'assumer pleinement.

Est-il dès lors audacieux, réaliste ou, plus simplement, politiquement incorrect, de penser que l'armée de demain se devrait d'être capable de se battre aux côtés de celles des Etats

(Suite en page 6)

² Le refus d'une opération terrestre au Kosovo peut être interprété comme un signe de faiblesse de l'Alliance ou, plus généralement de sociétés occidentales peu prêtes à «mourir pour Dantzig». On ne manquera pas de s'interroger longtemps encore sur les conséquences de l'entrée en scène tardive des forces terrestres: le maintien du Kosovo en tant qu'entité multi-ethnique est en tout cas un échec. A. Roberts: «NATO's "Humanitarian War" over Kosovo», *Survival*, N° 3, 1999. pp. 102-123. «The Future of Kosovo; an Indefinite NATO Presence», *IISS Strategic Comments*, N° 1, 2000.

³ X. Bougarel: «Faillite occidentale dans les Balkans», *Manière de voir*, N° 49, 2000. pp. 20-26.

voisins? Le refuser, c'est prendre le risque de voir notre pays accablé et défait sous l'œil indifférent, ou à tout le moins goguenard, d'Européens pas fâchés de voir le plus faible prendre la foudre et succomber comme ce fut le cas dans la pénible affaire des fonds en dés-hérence. L'accepter, c'est faire en sorte de voir pour une fois les militaires ne pas toujours être en retard d'une guerre!

Le PPP, une conséquence logique

Dans un tel contexte, le Partenariat pour la paix (PPP) est important pour la Suisse. Ce grand projet réunit la quasi totalité des membres de l'OSCE, les prépare à travailler ensemble et contribue à la diffusion des valeurs démocratiques dans les pays de l'ancien bloc de l'Est. Ce faisant, il diminue le risque de renaissance d'une nouvelle coalition animée de principes contraires à ceux auxquels nous adhérons. Le PPP a ainsi gagné, depuis sa création, une crédibilité qui dépasse largement le cercle étroit de la seule OTAN.

La présence des neutres (l'Irlande, dernier neutre à ne pas en être membre, vient d'y adhérer) apparaît comme un plus en force et en qualité. En d'autres termes, les neutres ont un rôle à jouer dans le PPP, ne se-

rait-ce que dans la mise en place de programmes orientés sur les Balkans. La Croatie par exemple, dont les voisins slo-vènes se font très actifs dans le Partenariat, n'en restera plus très longtemps en marge.

Depuis son entrée dans le Partenariat pour la paix en 1996, notre pays a cherché sa voie dans ce programme très riche, mais aussi en constante mutation. En 1999, la création de la Section PPP au sein du Groupe de la promotion de la paix et de la coopération en matière de sécurité à l'Etat-major général a permis d'améliorer la conduite de la branche militaire du PPP. En rejoignant les rangs du *PfP Planning and Review Process (PARP)*, la Suisse a montré son intérêt pour le développement du PPP, ainsi que sa volonté de contribuer à l'établissement d'une sécurité globale⁴ en envisageant de préparer des troupes pour un tel cas.

Le PPP, c'est aussi l'interopérabilité à laquelle les partenaires sont invités à collaborer dans le cadre du *Bureau militaire de standardisation*, ce sont les exercices et l'instruction en commun des cadres, c'est enfin le développement du concept de *Peace Support Operations* et de son bras armé, la *Combined Joint Task Force*. Autant de concepts qui sont la preuve d'un effort d'adaptation au

monde d'aujourd'hui et de demain. Autant d'efforts à consentir pour assurer notre sécurité. Autant de chances et de défis pour la Suisse qui doit faire son choix entre le confort d'un certain égoïsme et le courage de l'engagement. Autant de possibilités aussi d'acquérir de l'expérience, de s'entraîner et d'économiser de l'argent en profitant de programmes communs et d'efforts de standardisation.

Le PPP ne signifie pas la fin du système de milice, mais il lui offre une nouvelle jeunesse. Ayons le courage et l'intelligence d'en faire le programme de *Profit for Partners* qu'il est aussi. Sachons nous en servir pour élever le niveau de nos forces armées et marquer notre présence sur la scène internationale, avec des faits et une diplomatie militaire active.

Le présent numéro de la *Revue militaire suisse* n'entend pas faire le tour complet du PPP, mais d'éclairer son volet militaire. Nous espérons que vous y trouverez de quoi étancher votre soif d'information, ainsi que matière à de fructueux débats. Bonne lecture!

**Major EMG
Sylvain Curtenaz**

⁴Voir l'article de G. Däniker: «La Suisse est dans le "Partenariat pour la paix", ni plus, ni moins», Le Temps, 10.12.1999.